

---

## Caucase du Nord, « l'homme malade » de la Russie

---



Alexei Malachenko

*Juillet 2011*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2011**

**ISBN : 978-2-86592-864-4**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE

TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00

FAX : 33 (0)1 40 61 60 60

E-MAIL : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES

TEL. : 32(2) 238 51 10

FAX : 32 (2) 238 51 15

E-MAIL : [info.eurifri@ifri.org](mailto:info.eurifri@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

---

## **Russie.Nei.Visions**

---

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (*peer-review* et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

### **Derniers numéros**

– P. Baev, « Caucase du Nord, « l'homme malade » de la Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 60, juillet 2011 ;

– J. Nocetti, « "e-Kremlin" : pouvoir et Internet en Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 59, avril 2011 ;

– A. Ledeneva, S. Shekshnia, « Le milieu des affaires en Russie : pratiques informelles et stratégies anti-corruption », *Russie.Nei.Visions*, n° 58, mars 2011.

Retrouvez la bibliothèque de la collection *Russie.Nei.Visions* en ligne via *Pearltrees* <[www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/map/1\\_87829/](http://www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/map/1_87829/)>.

## Auteur

---

Docteur en histoire, Alexeï Malachenko est directeur du programme « Religion, société et sécurité » au Centre Carnegie de Moscou (MTsK), membre du Conseil scientifique du MTsK, président du programme « Islam en Russie », et membre du Conseil des experts de RIA Novosti. Il est également membre du comité de rédaction des revues *Central'naâ Aziâ* [Asie centrale] et *Vestnik Evrazii* [Le Courrier de l'Eurasie] et du bulletin *Rossîâ i musul'manskij mir* [La Russie et le monde musulman].

Diplômé de l'Institut de l'Asie et de l'Afrique à l'Université d'État de Moscou (1976), il a travaillé à l'Université d'État – Haut Collège d'Économie (2007-2008) et à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO, 2000-2006). Il a dirigé le département de l'Islam à l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie (1986-1999) et a été professeur invité à l'Université de Colgate (États-Unis, 1990). A. Malachenko est l'auteur de dix-huit ouvrages. Parmi les plus récents : *Moj islam* [Mon islam], Moscou, ROSSPEN, 2010 ; *Ramzan Kadyrov, rossijskij politik kavkazskoj nacional'nosti* [Ramzan Kadyrov, homme politique russe de nationalité caucasienne], Moscou, ROSSPEN, 2009 ; *L'islam en Russie*, Éditions Keruss (Canada), 2009.

# Sommaire

---

<b>RESUME .....</b>	<b>4</b>
<b>ÉVOLUTION DE L'INFLUENCE DU CAUCASE DU NORD SUR LA RUSSIE DEPUIS LES ANNEES 1990.....</b>	<b>5</b>
<b>INFLUENCES DIRECTES ET INDIRECTES .....</b>	<b>8</b>
Le terrorisme, moyen d'influence le plus « évident » .....	8
La sécurité des Jeux olympiques de Sotchi en 2014 .....	10
Caucasophobie et islamophobie : raisons et origines .....	11
Le syndrome tchéchène.....	15
Un canal d'influence indirecte : la réforme de l'armée .....	17
Le « réveil » des musulmans de Russie .....	17
<b>L'INSTRUMENTALISATION DE LA SITUATION AU CAUCASE DU NORD.....</b>	<b>19</b>
Dans la politique intérieure de la Russie.....	19
Dans la politique étrangère.....	20
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>23</b>

## Résumé

---

La crise au Caucase du Nord exerce une influence négative sur la Russie. Elle a pour conséquences directes l'instabilité dans les régions méridionales du pays, des tensions interethniques et de nombreux attentats terroristes qui se produisent non seulement au Caucase mais aussi sur l'ensemble du territoire national. Il apparaît clairement que Moscou est incapable de trouver une issue politique à cette crise, ce qui contribue à la détérioration de l'image du pays sur la scène internationale, en suscitant des craintes sur la capacité du pouvoir russe à garantir la sécurité des Jeux olympiques de Sotchi en 2014.

## Introduction

---

Une région entière de la Russie est en proie à une instabilité chronique attisée par les deux guerres de Tchétchénie (1994-1996 et 2000-2002) et par des conflits ethno-politiques et religieux au sein de l'islam. Cela pèse évidemment sur la situation globale du pays. Une guerre civile latente se poursuit dans le Caucase du Nord. Il s'agit d'un fait que les autorités fédérales refusent pourtant de reconnaître<sup>1</sup>. C'est pourquoi cet article cherche à analyser les « canaux » d'influence du Caucase du Nord sur le reste de la Russie.

Il faut commencer par rappeler que, dans les années 1990, le Caucase exerçait sur la situation en Russie et sur la politique conduite par les dirigeants du pays une influence nettement plus forte qu'aujourd'hui. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer. En premier lieu, à l'époque eltsinienne, le pouvoir de l'État était plus faible que sous le duo Poutine-Medvedev. Les régions menaient une lutte acharnée contre le « centre » pour obtenir une plus grande autonomie, fièrement désignée sous le nom de « souveraineté ». En second lieu, le séparatisme tchétchène a mis en doute la capacité du centre à contrôler la situation dans le pays et a désorganisé le pouvoir de l'intérieur. En troisième lieu, au cours de la première décennie post-soviétique, les médias étaient libres et avaient donc la possibilité de « secouer » la société, de l'informer des erreurs des dirigeants et, ainsi, de peser sur le rapport de forces au sein des élites dirigeantes et sur leur popularité auprès de la population. La situation au Caucase du Nord mettait en évidence la faiblesse des maîtres du Kremlin et les obligeait à corriger sans cesse leur politique. Le Caucase était le sujet de prédilection des journalistes, et les reportages en provenance de cette zone étaient omniprésents dans les informations télévisées et en couverture des journaux<sup>2</sup>.

La pression de la question tchétchène sur la situation générale en Russie a été démontrée par la signature en 1996 de l'Accord de Khassaviourt. Cet accommodement forcé a joué un rôle essentiel dans le maintien de Boris Eltsine au pouvoir.

---

Traduit du russe par Boris Samkov.

<sup>1</sup> À l'automne 2010, le directeur par intérim du Comité d'enquête de Russie Alexandre Bastrykine a déclaré avec sincérité que le Caucase du Nord était « pratiquement en guerre ». À ce jour, il s'agit de l'unique reconnaissance de la gravité de la situation par un haut responsable. Cette déclaration a été faite à la radio « Écho de Moscou » le 9 octobre 2010.

<sup>2</sup> Après s'être rendu en Tchétchénie pendant la première guerre, le célèbre écrivain russe Anatoli Pristavkine, auteur d'un roman consacré à la déportation des Tchétchènes en 1944, *Nočevala tučka zolotaâ* [Un nuage d'or sur le Caucase], a écrit dans son journal : « Aujourd'hui, la Tchétchénie influe plus que bien d'autres choses sur le climat de la Terre, car elle influe sur le climat de la Russie ».

Au cours de la seconde moitié des années 2000, l'influence de la situation au Caucase du Nord sur le pays a commencé à diminuer. Arrivé au pouvoir en qualité de premier ministre en 1999, devenu président l'année suivante, Vladimir Poutine avait promis un règlement rapide de la crise tchétchène et le retour à l'ordre dans la région, en déclenchant une « opération anti-terroriste » qui s'est transformée en une deuxième guerre de Tchétchénie. Le prestige et la popularité du nouveau président dépendaient du succès des opérations.

La victoire a été obtenue en recourant à « la carotte et au bâton ». Plusieurs clans influents se sont rangés aux côtés de Moscou. Akhmed Kadyrov (ancien mufti de Tchétchénie du temps de Djokhar Doudaev) est devenu le chef de l'administration et, en 2003, le président de la république tchétchène. La « grande guerre » s'est achevée. Cependant, sa fin n'a pas été synonyme de stabilité. Le Caucase continuait de bouillir et de nombreux groupes radicaux et extrémistes étaient actifs au Daghestan, en Ingouchie, en Kabardino-Balkarie et en Tchétchénie même.

À la différence des années 1990, cette instabilité n'exerçait plus qu'un effet marginal sur la société, pour plusieurs raisons. Premièrement, les autorités fédérales ont réellement remporté une victoire de grande envergure. La direction kadyroviennne était fidèle à Moscou et luttait elle-même contre les « wahhabites », ces extrémistes islamistes qui se donnaient pour but non seulement la sécession de la Tchétchénie mais aussi sa transformation en un État islamique. La guerre « moscovite-tchétchène » s'est transformée en une guerre tchétchéno-tchétchène. Poutine est donc parvenu à « tchétchéner » le conflit. Un nombre croissant de Russes s'est mis à considérer que ce conflit ne les concernait pas. Deuxièmement, la société devint lasse de subir une tension permanente et d'être bombardée d'images d'horreur – corps pulvérisés par des explosions, maisons incendiées, exécutions d'otages... Désormais, elle se concentrait sur d'autres questions. Il s'agissait avant tout de profiter de la hausse du niveau de vie et d'une prospérité naissante. Troisièmement, l'opinion publique s'est accoutumée à recevoir de mauvaises nouvelles en provenance du Caucase du Nord. Ces informations perdaient de leur intérêt. Même les attentats sanglants provoqués par la situation caucasienne ne suscitaient qu'une inquiétude momentanée. Quatrièmement, la quantité d'informations sur les événements de la région a commencé à décliner. À l'inverse, on a assisté à l'augmentation du nombre de publications « positives » portant sur l'intention des autorités d'améliorer la situation dans la zone, sur les visites sur le terrain des principaux dirigeants de l'État, sur diverses conférences et séminaires consacrées à la problématique caucasienne, etc.

Il n'en demeure pas moins que si, dans la décennie 2000, l'influence de la situation au Caucase du Nord sur la Russie a diminué par rapport aux années 1990, elle n'a pas disparu. Il n'est pas exclu qu'elle augmente de nouveau. Au début des années 2000, l'attention se concentrait sur la Tchétchénie<sup>3</sup>. Aujourd'hui, il paraît justifié de régionaliser l'analyse en parlant de la « Russie au Caucase du Nord » et du « Caucase du Nord en Russie ». La fin de la seconde guerre de Tchétchénie a

---

<sup>3</sup> A. Malašenko, D. Trenin, *Vremâ Juga. Cečnâ v Rossii, Rossiâ v Cečne*, [Le temps du Sud. La Tchétchénie en Russie, la Russie en Tchétchénie], Moscou, éditions Gendal'f, 2002.



amointri la tension politique globale en Russie ; mais aucun problème de fond n'a été réglé dans la région. Or, tous ces problèmes ont des conséquences directes sur la Russie. Il en va ainsi de la dépendance des républiques caucasiennes envers le budget fédéral (en Tchétchénie et en Ingouchie, les budgets locaux sont presque intégralement financés par le centre, et le ratio est de 90 % au Daghestan). Autre problème : le haut niveau du chômage dans les républiques (de 30 à 50 %), qui incite les jeunes à tenter leur chance ailleurs, un phénomène qui à son tour contribue à détériorer les relations interethniques en Russie. La tension monte dans le *krai* de Stavropol et dans les républiques limitrophes du District fédéral du Nord-Caucase (SKFO). La région reste un foyer de diffusion de l'extrémisme religieux dans la communauté musulmane de Russie. La Russie ou, plus exactement, le centre fédéral, n'est pas en mesure de conduire une politique cohérente à l'échelle du Caucase du Nord. Celui-ci demeure une zone problématique et continue d'irriter la société russe.

## Influences directes et indirectes

---

### **Le terrorisme, moyen d'influence le plus « évident »**

Le terrorisme est l'un des canaux d'influence du Caucase du Nord sur le reste de la Fédération. Dans la région elle-même, les attentats et les affrontements avec les insurgés sont hebdomadaires et, à certaines périodes, quotidiens<sup>4</sup>. Parmi les attentats survenus au Caucase ayant produit une résonance dans toute la Russie, rappelons la prise d'otages de l'hôpital de Boudennovsk (1995) et celle de l'école de Beslan (2004) ; les affrontements armés de grande ampleur de Naltchik, capitale de la Kabardino-Balkarie (2005) ; ou encore la prise par les *boeviki* de Nazran, capitale de l'Ingouchie (2004). Du point de vue de la quantité et de la régularité des attentats, la Russie est comparable au Pakistan et même à l'Afghanistan.

Depuis la fin des années 1990, Moscou a été la cible privilégiée du « terrorisme extérieur ». Explosions dans des immeubles d'habitation (deux fois en 1999) et dans le passage souterrain de la place Pouchkine, à Moscou (2000) ; prise d'otages au théâtre de la Doubrovka (2002) ; attentats à la bombe lors du festival de rock « Krylia », dans l'arrondissement de Touchino (2003) ; plusieurs attentats commis dans le métro (deux fois en 2004, et en 2010). Par ailleurs, en 1999, les *boeviki* ont commis un attentat à la bombe dans la ville de Volgodonsk (région de Rostov). En 2004, des femmes kamikazes ont fait exploser des avions TU-134 (vol Moscou-Volgograd) et TU-154 (vol Moscou-Sotchi).

En 2010, au moment d'un renouveau de l'activité des terroristes, le politologue russe Nikolaï Silaev est arrivé à la conclusion que les attentats n'avaient provoqué aucune déstabilisation, politique ou autre<sup>5</sup>. On l'avait déjà constaté par le passé. À Moscou, après les attentats, la tension dure quelques jours, puis les habitants les oublient et se mettent à plaisanter sur le sujet du terrorisme.

Dans certaines régions éloignées de Moscou (Oural, Sibérie, Extrême-Orient), on éprouve souvent un véritable détachement vis-à-vis des problèmes caucasiens de la Russie. Pour les habitants de ces contrées, le terrorisme et, en particulier, la tragédie de Beslan, est une réalité éloignée de leur existence et des préoccupations de leur région.

---

<sup>4</sup> Voir les tableaux chronologiques dans P. Baev, « Les mutations du terrorisme au Caucase du Nord », IFRI, *Russie.Nei.Visions*, n° 60, juin 2011.

<sup>5</sup> N. Silaev, « Ispytanie vzryvom » [Épreuve par explosion], *Èkspert*, 5-11 avril 2010, p. 19. <[www.expert.ru/expert/2010/13/ispytanie\\_vzryvom/](http://www.expert.ru/expert/2010/13/ispytanie_vzryvom/)>.

Interrogés sur la situation au Caucase du Nord, ils répondent généralement : « Ce sont vos problèmes moscovites »<sup>6</sup>.

Non seulement les attentats commis dans les années 2000 n'ont pas causé de déstabilisation, mais ils ont assez rapidement été oubliés par la société à l'exception sans doute de la tragédie de Beslan. L'une des explications vient du fait que les attentats les plus meurtriers se sont produits à Moscou. Or, dans la conscience collective russe, la capitale est perçue comme une « micro-société » coupée du reste du pays.

Cependant, la relative « insouciance » de la société à l'égard du terrorisme et les promesses systématiques d'en finir avec ce fléau ne rendent pas la menace terroriste moins réelle. Les terroristes ne sont pas en mesure de désorganiser la situation au niveau fédéral, mais ils sont tout à fait capables d'y parvenir à l'échelle de certains sujets de la Fédération et sur le plan régional (notamment dans le SKFO). Les attentats prennent de plus en plus souvent pour cible les infrastructures (gazoducs, chemins de fer...). À la fin des années 2000, deux attentats à la bombe ont frappé des trains reliant Moscou à Saint-Pétersbourg. En 2010, les terroristes ont réussi à provoquer une explosion dans la centrale électrique de Baksansk, en Kabardino-Balkarie, ce qui a altéré pendant un certain temps l'approvisionnement en énergie de la population locale. La fréquence des attentats de ce type semble appelée à augmenter, d'autant plus que, d'après les témoignages de divers responsables, bon nombre d'installations stratégiques ne disposent pas d'un niveau de sécurité suffisant. Dans le même temps, les extrémistes continuent de commettre des attentats visant à faire le plus de victimes possible. En 2010, ils ont fait exploser une bombe dans un marché de la capitale de l'Ossétie du Nord, Vladikavkaz. La même année, le hasard a permis d'éviter un autre attentat à proximité d'une école dans un quartier très peuplé de la ville de Stavropol<sup>7</sup>.

Les chefs des *boeviki* ont régulièrement menacé de frapper les installations nucléaires russes et ont revendiqué des catastrophes qui étaient dues, en réalité, à des problèmes techniques : la panne d'électricité qui a affecté plusieurs quartiers de Moscou en 2004 ; un incendie survenu cette même année dans la tour de télévision d'Ostankino ; ou encore l'avarie de la centrale électrique de Saïano-Chouchensk (la plus grande du pays). Sans oublier qu'ils avaient également prétendu être responsables de la perte du sous-marin « Kursk » en 2000. Si les *boeviki* disposaient des moyens de leurs ambitions, leurs attentats seraient sans doute d'une toute autre ampleur.

En nombre d'attentats commis sur son territoire, la Russie devance tous les pays d'Europe, ainsi que les Etats-Unis. Pour l'Amérique, la

---

<sup>6</sup> Entretiens avec les représentants de divers groupes sociaux (des ouvriers aux hauts fonctionnaires) réalisés par l'auteur en Sibérie en 2005. L'auteur a également entendu des déclarations assimilant les attentats de Moscou à une « punition » de ses habitants pour leur opulence ostentatoire, leur dépravation morale et le mépris qu'ils affichent envers les intérêts réels du pays. Cette position est semblable à celle, répandue dans le monde musulman (et aussi en Russie) qui affirme que le 11 Septembre est une « punition » infligée à l'Amérique.

<sup>7</sup> La pluie a imbibé le salpêtre et l'ammoniac composant l'explosif. S. Minčenko. « Dožd' v pomošč' » [Une pluie salvatrice], *Vremâ novostej*, Moscou, n° 179, 1<sup>er</sup> octobre 2010, <[www.vremya.ru/2010/179/46/262112.html](http://www.vremya.ru/2010/179/46/262112.html)>.

France, l'Espagne ou la Grande-Bretagne, les attentats terroristes restent des exceptions. En Russie, ils sont devenus un élément de la vie quotidienne. Dans la décennie à venir, il semble relativement prévisible que le terrorisme ne cessera pas, au Caucase du Nord et au-delà.

## **La sécurité des Jeux de Sotchi**

L'influence du « facteur caucasien » se ressent sur la préparation des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi en 2014 et constitue un « canal d'influence directe » indiscutable. Ces Jeux revêtent une importance politique et économique certaine pour le pays et sont devenus un symbole de la réussite actuelle de la Russie. Cependant, il apparaît clairement que la sécurité des participants et des spectateurs des Jeux sera très compliquée à garantir.

La première menace – et la plus évidente – concerne l'activité des groupes extrémistes religieux. Une attaque contre les Jeux serait pour ceux-ci un moyen idéal de réaliser une démonstration de force.

Deuxième menace : les actions de certains hommes politiques du Caucase, susceptibles de profiter de la tenue des Jeux pour présenter aux autorités fédérales de nouvelles exigences. Ainsi, le délégué aux droits de l'homme de Tchétchénie, Nourdi Noukhadjiev, a déjà déclaré que le *kraï* de Krasnodar (où se trouve la ville de Sotchi) est, de toute la Russie, la zone où « les Tchétchènes sont le plus discriminés en raison de leur nationalité », ajoutant que « si la direction du *kraï* ne tire pas les conclusions qui s'imposent, l'organisation des Jeux olympiques peut être remise en question »<sup>8</sup>. De telles déclarations sont moins dues à la volonté de défendre les Tchétchènes ou les Caucasiens qu'au désir de marchander afin de garantir à certains Caucasiens (au premier rang desquels les protégés de Ramzan Kadyrov) un accès prioritaire aux régions contiguës au Caucase pour qu'ils puissent y mettre en œuvre leur propres affaires. Il est certain que de tels cas de chantage – de la part de la Tchétchénie, mais aussi des autres républiques – vont se multiplier à l'approche des Jeux.

Une troisième menace est liée à la « question tcherkesse », qui ne cesse de s'aiguïser depuis deux ou trois ans. Son histoire remonte au XIX<sup>ème</sup> siècle quand, sous la pression de la Russie, des centaines de milliers de Tcherkesses (Adyguéens) ont été forcés d'émigrer vers la Turquie et le Proche-Orient. D'après certaines estimations, le nombre total de descendants de ces migrants forcés (*les moukhadjirs*) s'élèverait à trois millions de personnes. Ces dernières années, la question de la réunification du peuple tcherkesse est devenue un levier politique aux mains de diverses forces, notamment le très populaire Congrès tcherkesse, créé en 2004. En 2005, ce congrès a proposé de réunir en un seul sujet de la Fédération l'Adyguée, la Kabardie, la Chapsoughuie et la Tcherkessie. Fondamentalement, il s'agirait de fonder une « Grande Tcherkessie (Adyguée) ». Les auteurs de ce projet eux-mêmes comprenaient qu'il serait impossible à mettre en œuvre : des modifications de frontières dans la

---

<sup>8</sup> « Soçinskaâ Olimpiada 2014 pod ugrozj » [Les Jeux olympiques de Sotchi en danger], 30 juillet 2010, <<http://r93.ru/news/1518.html>>.

région conduiraient nécessairement à des heurts ethniques. Mais l'idée d'une « Grande Tcherkessie » a été favorablement accueillie par une partie des Tcherkesses. C'est l'attribution des Jeux olympiques à Sotchi qui a donné une impulsion décisive à l'« intégrisme » tcherkesse<sup>9</sup>. Plusieurs organisations tcherkesses ont protesté contre la tenue des Jeux, rappelant que certaines installations sportives seraient édifiées au-dessus de tombes de *moukhadjirs*.

Jusqu'à présent, le ressentiment des Tcherkesses n'a pas revêtu de formes extrêmes ; rappelons toutefois que les Tcherkesses opposés aux Jeux olympiques et les islamistes radicaux ont pour adversaire commun le centre fédéral. Une alliance tactique entre ces deux groupes n'est donc pas à exclure, ce qui augmente davantage les risques liés à la sécurité.

L'influence du Caucase du Nord sur le « dossier olympique » ne va pas cesser d'augmenter dans les prochaines années. Des actes, spécialement terroristes, visant à saboter les Jeux, sans même parler d'un éventuel regain d'activité des *boeviki* (combattants tchéchènes) pendant leur déroulement, porteraient un coup terrible au prestige de la Russie. L'autorité du pouvoir fédéral en serait sérieusement affaiblie.

Il est difficile d'avancer quelles mesures le centre fédéral a l'intention de prendre pour garantir la sécurité des Jeux, cette question relevant des services spéciaux. Au sujet des décisions politiques, Moscou devra manier la carotte et le bâton, en « caressant dans le sens du poil » les opposants modérés et en faisant pression sur les irréductibles, voire en les éliminant. Il incombe à Moscou de convaincre la communauté tcherkesse que les Jeux olympiques seront bénéfiques pour tous les peuples tcherkesses, qu'ils leur permettront d'améliorer leur niveau de vie et leur prestige au niveau international. D'ailleurs, l'industrie touristique renaît progressivement en Karatchaëvo-Tcherkessie, ce qui montre que les habitants locaux eux-mêmes sont intéressés au maintien de la sécurité.

## **Caucasophobie et islamophobie : raisons et origines**

Un autre « canal d'influence directe » est lié à la caucasophobie, à laquelle vient s'ajouter l'islamophobie. La caucasophobie s'explique de trois manières. Premièrement, l'augmentation du nombre de migrants en provenance du Caucase ; deuxièmement, leur progression active – on peut même dire « agressive » - dans le domaine économique ; troisièmement, l'irritation que la société éprouve face à l'instabilité de la région, et de l'islamisme radical. Tout cela contribue à la diffusion, dans la société russe, de l'idée selon laquelle il faudrait séparer le Caucase du Nord de la Russie, en proposant aux républiques de cette zone l'indépendance et la mise en

---

<sup>9</sup> « Faut-il seulement commenter les sentiments que les Tcherkesses de Russie et de l'étranger ont éprouvés en apprenant la décision du CIO en faveur de Sotchi, une ville à la toponymie tcherkesse, centre de l'activité politique des Adyguées au XIX<sup>ème</sup> siècle et lieu de résidence de la grande sous-ethnie adyguée des Chapsoughs, qui a pratiquement disparu suite à la guerre du Caucase et au flux des moukhadjirs ? », s'exclamait la spécialiste du Caucase Naïma Nefliacheva. Voir N. Neflâsheva, « Kogo opalit olimpijskij ogon' ? » [Qui sera brûlé par la flamme olympique ?], *Nacional'nyj interes*, n° 3, 2009, p. 38.

place d'une « frontière infranchissable » entre la région et la Russie. D'après diverses enquêtes d'opinion, près de 60 % des citoyens russes se disent favorables à l'abandon du Caucase du Nord. Ces opinions concernant cette région sont comparables à celles qui avaient cours à la fin des années 1980 et au début des années 1990 à l'égard de l'Asie centrale, dont une majorité des Russes souhaitaient de se « délester », estimant qu'elle freinait le développement de l'Union soviétique. Rappelons que cette idée avait été exprimée par le très respecté Alexandre Soljenitsyne dans son pamphlet « Comment réaménager notre Russie »<sup>10</sup>. Cette volonté de se séparer du Caucase du Nord peut s'interpréter comme une forme de dépassement de la mentalité impériale.

La migration sans cesse croissante en provenance du Caucase se divise en deux catégories : intérieure et extérieure. La majeure partie des migrants caucasiens sont des Azerbaïdjanais (entre 1,5 et 2 millions de personnes) et des Géorgiens (près d'un million). Il n'existe pas de statistiques précises portant sur les ressortissants du Caucase du Nord russe. Il n'existe pas, notamment, d'estimations fiables du nombre de Caucasiens résidant à Moscou<sup>11</sup>, à Saint-Pétersbourg, dans les villes de la région de la Volga, dans les *kraï*s de Krasnodar et de Stavropol ou dans les oblasts de Rostov et d'Astrakhan. *On dit* que 100 000 Tchétchènes vivraient à Moscou. Quelques clichés méritent d'être relevés. *On dit* que deux tiers des fidèles de la mosquée de Saratov seraient des Caucasiens. *On dit* que ce sont les Caucasiens qui contribuent le plus à la corruption de la police et des fonctionnaires. *On dit* que dans les régions du sud de la Russie, les Caucasiens achètent systématiquement des biens immobiliers. *On dit* que les Caucasiens ignorent ostensiblement, voire méprisent, les us et coutumes des régions slaves où ils migrent et tentent de s'établir. Enfin, *on dit* qu'une hostilité mutuelle oppose les Tatars aux Caucasiens, qui prétendraient être de « vrais musulmans »<sup>12</sup>.

En l'absence de statistiques et de faits indiscutables, ces « on-dit » deviennent des sources d'information, des facteurs définissant la mentalité des individus, en l'occurrence leur rapport envers le Caucase et les Caucasiens. Ce phénomène est amplifié par les médias, qui privilégient l'émotion au détriment de l'objectivité. On peut discuter de la justesse ou de l'exagération de ces « on-dit », mais on ne peut ignorer leur importance. Dans l'espace post-soviétique où, étant donné le caractère mensonger des informations officielles, les informations non officielles ont toujours été perçues positivement, les « on-dit » sont généralement pris pour argent comptant.

---

<sup>10</sup> <[www.lib.ru/PROZA/SOLZHENICYN/s\\_kak\\_1990.txt](http://www.lib.ru/PROZA/SOLZHENICYN/s_kak_1990.txt)>.

<sup>11</sup> Signalons au passage que le nombre de musulmans résidant à Moscou oscille entre 600 000 et 2 millions, ce qui démontre l'absence d'estimations fiables quant à la composition ethno-confessionnelle de la population de la capitale. La situation n'est pas bien meilleure de ce point de vue dans les autres villes. A. Malašenko, « Buduščee moskovskih minaretov » [L'avenir des minarets de Moscou], *Nezavisimâ Gazeta*, 22 octobre 2010. <[www.ng.ru/politics/2010-10-22/3\\_kartblansh.html](http://www.ng.ru/politics/2010-10-22/3_kartblansh.html)>.

<sup>12</sup> Il arrive, même si c'est relativement rare, que les médias se fassent l'écho de réactions négatives aux attaques visant les Caucasiens. Ainsi, le journal *Ėkspertiza Vlasti*, publié à Stavropol, a écrit que les rumeurs prétendant que Kadyrov financerait l'achat de logements à Stavropol par des Tchétchènes et verserait un million de roubles à chaque Tchétchène intéressé étaient entièrement mensongères. Ė. Bobrov, « I mĕrtvye s kosami stoât... i tišina » [Des morts tenant des fourches... et le silence], *Ėkspertiza Vlasti*, Stavropol, n° 17, 2010, p. 4.

Il n'en demeure pas moins que ces perceptions ont une origine, et que l'irritation envers les Caucasiens se fonde souvent sur des éléments concrets. D'un côté, d'après de nombreux ethnologues russes, « l'affirmation d'une prétendue incompatibilité culturelle entre la majorité slave et les minorités non slaves est absurde »<sup>13</sup>. De l'autre, il faut admettre que la majorité écrasante des individus originaires du Caucase du Nord qui se sont installés en Russie sont porteurs de leurs propres traditions ethnoculturelles, et que de plus en plus souvent ils affichent ces traditions de façon ostentatoire. On peut mentionner, à cet égard, les séances nocturnes de *lezginka*<sup>\*</sup>, tenues sur les places centrales de Piatigorsk, Kislovodsk ou Stavropol, ou encore le « cortège caucasien » qui a bloqué la circulation sur le Sadovoe Koltso à Moscou (une rue centrale de la capitale)<sup>14</sup>. En 2009, une altercation entre des Tchétchènes et des habitants locaux à Kondopoga, en Carélie, s'est soldée par plusieurs morts. Et même si la rixe avait été déclenchée par une banale dispute, elle a débouché sur des affrontements interethniques. En 2010, une bagarre a éclaté dans un centre de vacances pour jeunes situé à Touapse entre des estivants tchétchènes et des jeunes locaux (au cours de la bagarre, les Tchétchènes ont déchiré un drapeau russe).

Dans le *krai* de Stavropol, qui a été incorporé au SKFO, les Slaves constituent près de 80 % de la population totale. Une pétition a été lancée pour demander que le *krai* sorte du SKFO. Raison invoquée : l'afflux de ressortissants du Caucase du Nord dans son territoire, ce qui provoque des tensions interethniques et aurait abouti, avant la fin de l'année 2010, à une multiplication par quatre de la criminalité<sup>15</sup>.

Il faut ici souligner deux circonstances. En premier lieu, après les événements de Kondopoga comme après ceux de Touapsé, le président tchétchène Ramzan Kadyrov a immédiatement pris ses compatriotes sous sa protection, sans chercher à découvrir la réalité des faits, et a accusé ses adversaires de nationalisme et de haine anti-caucasienne. Il a même exprimé l'intention d'envoyer une délégation du parlement tchétchène à Kondopoga pour enquêter sur les incidents. En second lieu, l'opinion publique russe a toujours estimé que les Tchétchènes étaient les seuls responsables de ces accrochages.

Dans la conscience collective de la population slave, le stéréotype d'« individu de nationalité caucasienne » n'est pas associé aux savants et aux artistes originaires du Caucase, mais à des migrants, qui participent et provoquent des échauffourées interethniques. Une opinion répandue dans la société prétend que les autorités russes – fédérales comme locales –

<sup>13</sup> V. Malahov, « Ponaehali tut... Očerki o nacionalizme, rasizme i kultur'nom pljuralizme » [Ils sont trop nombreux... Réflexions sur le nationalisme, le racisme et le pluralisme culturel], *Novoe literaturnoe obozrenie*, Moscou, 2007, p. 101.

\* Danse nationale des peuples du Caucase (note du traducteur).

<sup>14</sup> En avril 2009, plusieurs Tchétchènes et Ingouches ont organisé une course entre vingt voitures parées des drapeaux de leurs républiques. La course avait été accompagnée de tirs d'armes à feu. Voir la vidéo du « rodéo » : <[Zanuda.offtopic.su/viewtopic.php?id=1343](http://Zanuda.offtopic.su/viewtopic.php?id=1343)>. Autre épisode : des policiers tchétchènes se trouvant à Moscou ont ouvert le feu sur le conducteur d'un bus qui ne s'était pas écarté devant leur voiture. Ils sont montés dans le bus et ont grièvement blessé le conducteur. Voir NEWSru, 19-20 janvier 2009, <[www.teptar.com/page,7,2501-digest.html](http://www.teptar.com/page,7,2501-digest.html)>; *Moskovskij Komsomolec*, 11 janvier 2009.

<sup>15</sup> S. Suhova, « Čto na vyhode ? » [Qu'y a-t-il à la sortie ?], *Itogi*, n° 42 (749), 18 octobre 2010, p. 14, <[www.itogi.ru/te/2010/42/157736.html](http://www.itogi.ru/te/2010/42/157736.html)>.

sont « achetées par les Caucasiens » et ne veulent ni ne peuvent défendre les Russes face à l'agressivité des ressortissants du Caucase. Il est à noter que cette accusation a régulièrement été adressée depuis 2000 à l'un des piliers de l'establishment russe, l'ex-maire de Moscou Iouri Loujkov.

Plusieurs oligarques nord-caucasiens jouent un rôle de premier plan dans le monde des affaires en Russie. Citons, en particulier, les noms des Tchétchènes Oumar et Hussein Djabrailov, de l'Ingouche Mikhaïl Goutseriev, des Daghestanais Souleïman Kerimov et Gadji Makhatchev, du Balkare Arsène Kanokov (président de la Kabardino-Balkarie). L'immense majorité des grands hommes d'affaires caucasiens s'inscrivent parfaitement dans la culture russe et leur comportement ne se distingue nullement de celui des autres membres de l'élite du pays. Dans le même temps, ils possèdent une double affiliation et demeurent étroitement liés à leurs familles et à leurs clans, dont ils restent les chefs.

Jusqu'à présent, le pouvoir s'est montré incapable d'élaborer une politique nationale responsable et un rapport raisonnable aux migrants. Des propositions absurdes comme la création d'un « Code du comportement du moscovite » ou d'un « Code du comportement du Caucasien » en milieu non caucasien que certains hauts fonctionnaires ont voulu proposer en 2010, ont eu pour seul effet de susciter l'hilarité des Slaves (et notamment des Moscovites) et la vexation des Caucasiens.

La construction de l'image des Caucasiens doit beaucoup aux nationalistes russes. L'un d'entre eux, l'ex-député de la Douma d'État Andreï Saveliev, appelle à faire pression sur les peuples dont le développement « nuit directement à la Russie et aux Russes »<sup>16</sup>. Selon lui, les Caucasiens viennent en Russie uniquement pour « s'enrichir aux dépens de la population locale et rentrer chez eux »<sup>17</sup>.

Le Caucase focalise les sentiments xénophobes. En atteste un élément indirect, mais convaincant : dans des romans policiers à grand succès, lus par des millions de personnes, comme *Antiterror*, *Spetsnaz*, *Ofitsery* et de nombreux autres, le personnage négatif principal est toujours caucasien<sup>18</sup>. L'auteur de ces lignes s'est rendu plusieurs fois à des réunions « patriotiques » au cours desquelles des soldats d'active démontraient leur professionnalisme en « affrontant un adversaire » supposé caucasien et musulman : les membres du *spetsnaz*\* faisaient face à des combattants au front ceint de bandeaux portant l'inscription « Allah Akbar ». La guerre au Caucase est également l'un des sujets favoris des chansons interprétées aussi bien par des chanteurs professionnels que par des amateurs (vêtus d'uniformes militaires) exerçant leurs talents à la sortie des stations de métro ou dans les wagons des trains de banlieue.

En décembre 2010, des manifestations anti-caucasiennes ont eu lieu dans plusieurs villes, dont Moscou (où il y aurait eu entre 4 et

<sup>16</sup> A. Savel'ev. *Obraz vraga. Rasologiâ i političeskaâ antropologiâ* [L'image de l'ennemi. Raçologie et anthropologie politique], Moscou, éditions Belye al'vy, Collection Biblioteka rasovoj mysli [Bibliothèque de la pensée raciale], p. 290.

<sup>17</sup> A. Savel'ev. *Vremâ russkoj nacii* [Le temps de la nation russe], Moscou, éditions Knižnyj Mir, 2007.

<sup>18</sup> A. Malašenko. *Islam dlâ Rossii* [Islam pour la Russie], Moscou, éditions Rosspen, 2008, p. 65-76.

\* Spetsnaz (forces à usage spécial) – sigle qui désigne des groupes d'intervention spéciaux (note du traducteur).



6 000 participants), Vladimir, Volgograd, Nijni-Novgorod, Rostov-sur-le-Don, Samara et Saint-Pétersbourg. Elles ont été tenues en réaction au meurtre, par un ressortissant du Caucase du Nord, d'un supporter du club de football le plus populaire de Russie, le Spartak de Moscou. Les appels au calme du pouvoir fédéral et du premier ministre Vladimir Poutine en personne, qui a rencontré une délégation de supporters et s'est même rendu sur la tombe de leur camarade, ont suscité des réactions contradictoires dans la société. Les libéraux et les forces de gauche y ont vu non seulement une manifestation de la peur éprouvée par le pouvoir face à la montée en puissance du nationalisme russe, mais aussi une démonstration discrète de solidarité avec ses partisans.

D'après un sondage du « Centre Levada », la hausse du nationalisme et la dégradation des relations interethniques ne constituent un sujet de préoccupation que pour 6 % de la population du pays<sup>19</sup>. Ce chiffre bas ne signifie pourtant en aucun cas que la xénophobie n'est pas répandue et que le nationalisme ne progresse pas. Les Russes, même quand ils sont eux-mêmes porteurs d'une vision nationaliste, ne s'en rendent tout simplement pas compte. Le nationalisme est devenu banal. Il ne suscite presque plus l'attention, car il constitue désormais *une expression normale* des sentiments civiques et nationaux. D'après les experts du Bureau des droits de l'Homme de Moscou, 141 groupes de jeunes extrémistes, presque tous illégaux, seraient actifs en Russie. Leurs effectifs totaux s'élèveraient à près d'un demi-million de personnes. Certains affirment que la caucasophobie serait une sorte de phénomène spontané, l'effet de circonstances concrètes, voué à s'affaiblir progressivement et, finalement, à disparaître tout à fait. Malheureusement, c'est loin d'être le cas. Une enquête conduite par l'agence d'informations « Novyj region » après les événements de décembre 2010 indique que 73 % des personnes interrogées se sont prononcées en faveur de la sécession de trois républiques : l'Ingouchie, le Daghestan et la Tchétchénie<sup>20</sup>.

La caucasophobie est devenue une composante durable de la conscience collective, née de la crise systémique que connaît le Caucase du Nord – une crise qui ne sera probablement pas surmontée au cours de la prochaine décennie. On ne peut sous-estimer son influence sur la société russe en tant que facteur stimulant les sentiments nationalistes.

## **Le syndrome tchéchène**

Un autre canal d'influence du Caucase sur la société russe est le « syndrome tchéchène ». Selon l'expert Serdar Ellyev, « pour les *siloviki*, les médecins, les psychiatres et les experts de la rééducation des blessés, la réalité de la notion de syndrome tchéchène ne fait pas de doute ». Ce syndrome se manifeste généralement par une agressivité accrue des jeunes vétérans russes de retour de Tchétchénie. Dans les années 1990, les journaux, surtout régionaux, relataient régulièrement des cas de

---

<sup>19</sup> 9 septembre 2010, <[www.levada.ru/press/2010090805.html](http://www.levada.ru/press/2010090805.html)>.

<sup>20</sup> Plus de 70 % des lecteurs de *Novyj Region* sont favorables à la séparation du Caucase et de la Fédération de Russie. *Novyi Region*, Moscou, 24 décembre 2010.

violences commis par les anciens de Tchétchénie à l'encontre de leurs propres familles, ainsi que les innombrables conflits les opposant à leurs voisins. Pris de colère, ils allaient parfois jusqu'au meurtre, pour des raisons dérisoires. Le directeur adjoint du Centre national de psychiatrie sociale et judiciaire, Iouri Alexandrovski, estime que près d'un million et demi de vétérans russes de la guerre de Tchétchénie (ce chiffre comprend les troupes du ministère de l'Intérieur et les policiers) souffrent du « syndrome tchéchène ». Certains d'entre eux se réadaptent à la vie civile, d'autres non. Mais ils ont tous besoin d'aide<sup>21</sup>. D'après les chiffres dont disposent les organisations de vétérans, depuis la chute de l'URSS près de 600 000 hommes ont fait leur service militaire dans des régions conflictuelles de l'espace postsoviétique. Par la suite, la plupart d'entre eux n'ont bénéficié d'aucune aide psychologique et 25 % auraient été incarcérés, ajoutant ainsi l'expérience carcérale au vécu militaire<sup>22</sup>.

Par certains aspects, le syndrome tchéchène s'apparente au syndrome afghan. Mais en Afghanistan, la guerre était livrée à un ennemi étranger, et ses participants en comprenaient globalement le sens : il s'agissait d'accomplir un « devoir international ». Les « Afghans » revenant du front étaient respectés dans la société.

Le retour de Tchétchénie a été fort différent. Dans les années 1990, la société, irritée par la baisse de son niveau de vie et les querelles entre politiciens, n'avait que faire des « nouveaux vétérans ». En outre, les participants à la guerre de Tchétchénie n'avaient pas acquis d'aura héroïque. Les nombreux crimes commis par les soldats contre la population civile avaient été portés à la connaissance de l'opinion publique. Enfin, la guerre en tant que telle était largement perçue comme la conséquence des intrigues politiques de l'élite au pouvoir. Les « Tchétchènes », soldats comme officiers, éprouaient souvent de grandes difficultés à trouver un emploi, et l'administration de l'armée bloquait le versement des pensions auxquelles ils avaient droit. L'ensemble de ces facteurs a provoqué chez les vétérans l'envie de se venger de la société.

Le syndrome tchéchène, voire le « syndrome caucasien », a modifié l'image que les citoyens se faisaient de leur armée. Celle-ci n'a plus été perçue comme la première ligne de défense du pays, mais comme un instrument employé pour des expéditions punitives, rarement couronnées de succès. À l'époque soviétique, le service militaire était considéré comme un « devoir sacré à l'égard de la patrie » ; dans les années 1990, il est devenu une corvée absurde et dangereuse. Au cours de la première guerre de Tchétchénie, 5 500 membres des forces armées ont trouvé la mort ; 62 000 officiers ont démissionné et 65 000 jeunes hommes ont préféré désertier plutôt que répondre à l'appel<sup>23</sup>, alors que 6 000 membres des structures de force ont été tués lors de la seconde guerre de Tchétchénie. D'après le Comité des mères de soldats, ce nombre est deux fois inférieur à la réalité.

---

<sup>21</sup> S. Eplyev, « Cečenskij sindrom » [Le syndrome tchéchène], <[http://artofwar.ru/s/starodymow\\_n\\_a/text\\_0170.shtml](http://artofwar.ru/s/starodymow_n_a/text_0170.shtml)>.

<sup>22</sup> Cité dans M. Delâgin, « Novoe graždanskoe obščestvo » [La nouvelle société civile], *Nezavisimââ gazeta*, 20 octobre 2010. <[www.ng.ru/politics/2010-10-20/3\\_kartblansh.html](http://www.ng.ru/politics/2010-10-20/3_kartblansh.html)>.

<sup>23</sup> M. Lukanin, « Cečenskij sindrom » [Le syndrome tchéchène], *Trud*, Moscou, 11 décembre 2009. <[www.trud.ru/article/11-12-2009/233570\\_chechenskij\\_sindrom.html](http://www.trud.ru/article/11-12-2009/233570_chechenskij_sindrom.html)>.

## **Un canal d'influence indirecte : la réforme de l'armée**

Dans le même temps, il faut reconnaître que les problèmes apparus lors des opérations militaires dans le Caucase du Nord, de même que la « Guerre de cinq jours » ayant opposé la Russie à la Géorgie en 2008, ont démontré la nécessité d'apporter des changements au fonctionnement de l'armée russe. On peut considérer qu'il s'agit là d'un canal supplémentaire – cette fois, indirect – par lequel le Caucase du Nord influence la Russie. Pour le politologue et spécialiste des questions militaires Alexandre Golts, « l'interconnexion entre la guerre de Tchétchénie et la réforme de l'armée consiste en le fait que seule la guerre a pu permettre au Kremlin et à l'opinion publique de comprendre dans quel état se trouvaient les forces armées et de réaliser l'urgence de les réformer »<sup>24</sup>. Malgré l'opposition des conservateurs du ministère de la Défense et de l'état-major, les militaires pragmatiques estiment désormais que l'armée russe a besoin non seulement d'être réformée, mais aussi d'abandonner l'objectif de pouvoir livrer une guerre globale. Elle doit se doter de buts réalistes, à savoir être capable de réagir à divers affrontements locaux susceptibles de se produire dans diverses régions du monde. Cette évolution est peut-être le seul contrecoup positif des conflits du Caucase.

## **Le « réveil » des musulmans de Russie**

La crise du Caucase pèse sur l'état d'esprit de la communauté musulmane de Russie. Il s'agit, là aussi, d'un canal direct d'influence sur le régime. La guerre de Tchétchénie avait éveillé un sentiment de solidarité religieuse. Les musulmans exigeaient de Boris Eltsine qu'il mette immédiatement fin à la guerre, faisant de la cessation des hostilités une condition de leur soutien lors de l'élection présidentielle de 1996. Le principal adversaire d'Eltsine lors de ce scrutin, le chef du Parti communiste Guennadi Ziouganov, a largement devancé au premier tour le président sortant au Daghestan (le « sujet musulman » le plus peuplé de la Fédération de Russie). Pendant la première guerre de Tchétchénie, des voix se sont fait entendre dans les régions musulmanes de la Volga (Tatarstan, Bachkortostan) en faveur des musulmans du Caucase. Au moins plusieurs dizaines de Tatars ont participé aux opérations militaires aux côtés des séparatistes.

Après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et le lancement de l'« opération anti-terroriste », les dirigeants politiques et religieux musulmans se sont exprimés avec davantage de précautions. La principale demande qu'ils ont adressée aux autorités était d'éviter de violer les droits de l'Homme pendant les opérations armées.

Les radicaux islamistes du Caucase du Nord exercent une influence notable sur les musulmans de Russie, tout particulièrement sur les jeunes. Ils appellent leurs coreligionnaires à soutenir leur combat, estimant que le

---

<sup>24</sup> A. Gol'ts, *Armia Rossii : odinnadcat' poterannyh let* [Armée russe : onze années perdues], Moscou, éditions Zaharov, 2004, p. 165.

djihad qu'ils conduisent doit s'étendre à la totalité du territoire russe. Des ressortissants du Caucase ont mis en place des cellules clandestines chargées de diffuser des tracts, des brochures et des livres à teneur radicale, et d'infiltrer les mosquées. Par exemple, en septembre 2010, Dokou Oumarov, le chef de l'émirat du Caucase, s'est adressé dans une vidéo aux musulmans de la région Idel-Oural, c'est-à-dire aux Tatars et aux Bachkirs. Il y faisait part de son souhait de voir le djihad « sortir des frontières du Caucase et du Tatarstan » et comparait le pouvoir russe actuel à celui d'Ivan le Terrible.

On aurait tort d'accorder une trop grande importance à ce type d'appels. Cependant, on ne peut ignorer le fait que les imams de certaines mosquées russes au Tatarstan, au Bachkortostan, dans les oblasts d'Orenbourg, de Tomsk et d'autres encore, partagent les idées du radicalisme musulman et font publiquement part de leur soutien à leurs camarades du Caucase du Nord. Ces derniers sont prêts à tout pour conforter leur image de moudjahidines ébranlant l'État russe. Cela rehausse l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes, augmente le respect que leur vouent les jeunes musulmans et, de plus, leur permet d'obtenir le soutien d'organisations islamistes internationales. C'est ainsi qu'un certain radicalisme islamiste, il est vrai dispersé, s'est constitué en Russie.

# L'instrumentalisation de la situation au Caucase du Nord

---

## *Dans la politique intérieure de la Russie*

Depuis les années 1990, la situation au Caucase du Nord est en permanence employée par le pouvoir comme un levier permettant de régler des problèmes de politique intérieure. Cela s'est produit pour la première fois en 1994, quand la première guerre de Tchétchénie – dont l'entourage de Boris Eltsine pensait qu'elle serait « rapide et triomphale » - a servi non seulement à régler la situation dans la région mais aussi à renforcer un régime faiblissant et de moins en moins populaire.

Les opérations militaires au Caucase ont également servi de levier permettant d'asseoir l'autorité de Vladimir Poutine, qui a promis en 1999 de « buter les terroristes jusque dans les chiottes » et a lancé une opération anti-terroriste en Tchétchénie. Si cette opération n'a pas abouti à une victoire militaire indiscutable, elle a tout de même permis de nouer un compromis avec une partie des séparatistes.

À la différence des événements des années 1990, ni la société ni l'opposition n'ont exigé de Poutine un arrêt immédiat des opérations militaires. Une victoire était attendue de lui. Au final, la « tchéthénisation » du conflit voulue par Poutine a été un succès indiscutable, ce qui a renforcé l'autorité du président.

Pourtant, la situation au Caucase restait conflictuelle. Les attentats terroristes se poursuivaient, la tension montait dans les républiques voisines, à commencer par le Daghestan. Au Kremlin – où l'arrivée de Poutine s'est accompagnée d'une rapide montée en puissance des tendances autoritaires résumées par la formule de la « verticale du pouvoir » –, on a considéré que cette instabilité offrait une justification commode pour restreindre les droits et les libertés politiques et pour faire pression sur les médias. La quasi-totalité des politiciens de l'opposition, de même que les oligarques refusant de se soumettre à Poutine, ont été accusés d'entretenir des liens avec les séparatistes et les extrémistes. Un cas révélateur est celui de Boris Berezovski, accusé d'être lié au chef de l'aile extrémiste des séparatistes et d'avoir financé l'incursion des *boeviki* au Daghestan en 1999. Il est curieux de souligner que, à l'époque, Berezovski appartenait à l'entourage immédiat de Poutine et n'aurait certainement pas pu agir de son propre chef. Il est vrai qu'il a eu des contacts avec les séparatistes, mais il n'était pas le seul : de nombreux autres hommes politiques russes ont également discuté avec eux. Mais, à la différence de l'oligarque, ces politiciens, eux, sont restés loyaux envers le Kremlin. En 2003, à l'issue d'un conflit aigu l'opposant au président,

Berezovski a quitté la Russie et a demandé l'asile politique en Grande-Bretagne.

Le cas le plus emblématique de l'utilisation d'un attentat à des fins politiques est sans doute la décision prise en 2004, à la suite de la prise d'otages de Beslan, de supprimer l'élection des gouverneurs. Prétextes invoqués : la nécessité de lutter contre le terrorisme et de renforcer la sécurité nationale. Ce fut une étape essentielle dans le processus visant à éliminer tout contrôle de la société sur les actions du pouvoir.

Les partisans d'un durcissement du régime prenaient exemple sur certains pays européens et sur les États-Unis, où les services de renseignement ont obtenu de nouveaux moyens, notamment législatifs. En Russie, de même qu'aux États-Unis, une liste d'organisations terroristes a été établie. Entrer en contact avec ces organisations, ou tenter d'analyser leurs activités et de comprendre leur idéologie et les raisons qui les poussent à agir, présente des risques. En effet, les autorités ont adopté une acception très large de l'accusation de « complicité » avec les terroristes. De nombreuses catégories d'individus tombent sous le coup de cette accusation : membres des familles des *boeviki*, journalistes, défenseurs des droits de l'Homme désireux de comprendre la réalité de la situation.

En septembre 2010, la Douma d'État a approuvé un projet de loi préparé par le FSB, qui modifie la loi « Sur le secret d'État ». La nouvelle loi limite la couverture médiatique des problèmes liés au terrorisme et restreint considérablement l'accès de l'opinion publique aux informations portant sur la situation dans la région et, tout particulièrement, sur les activités des forces de l'ordre. Répondant aux détracteurs de cette loi, le député de la Douma Andreï Lougovoï (un ancien des services spéciaux, accusé en 2006 d'avoir empoisonné à Londres le transfuge russe Alexandre Litvinenko) a déclaré : « Il vaut mieux serrer la vis un peu trop fort ici ou là (...) que d'observer sans réaction les explosions et tout ce qui se passe dans le Caucase du Nord »<sup>25</sup>.

## ***Dans la politique étrangère***

L'influence du Caucase du Nord sur la politique extérieure russe a été globalement négative. En premier lieu, l'instabilité de la région a révélé au monde la faiblesse de l'État russe, incapable de reprendre le contrôle de son propre territoire. En second lieu, l'Occident a développé une perception ambivalente du conflit tchéchène, perçu par de nombreux libéraux (particulièrement en Europe de l'Est) comme un mouvement de libération. Cette perception reste vivace, avant tout dans les pays baltes, en Pologne et en République tchèque. En Europe et aux États-Unis, les réseaux de la diaspora tchéchène ont mis en œuvre leurs propres canaux d'information, par lesquels ils transmettent à la classe politique et à l'opinion publique locales leur vision de la situation au Caucase du Nord, très critique envers les autorités russes. Il est évident que le séparatisme ne constitue plus un

---

<sup>25</sup> M. Ozerova, « Na sekret i suda net » [Impossible de juger un secret], *Moskovskij komsomolec*, 23 septembre 2010. <[www.mk.ru/politics/article/2010/09/22/531464-na-sekret-i-suda-net.html](http://www.mk.ru/politics/article/2010/09/22/531464-na-sekret-i-suda-net.html)>.

facteur aussi déterminant pour la politique russe aujourd'hui qu'en 1996, mais il conserve tout de même une certaine influence. Ainsi, le refus des autorités britanniques d'extrader le plus célèbre militant de l'indépendance de l'Itchkérie, Akhmed Zakaev, continue de peser sur les relations russo-britanniques. Moscou a également fait connaître son mécontentement après que le gouvernement polonais a décidé d'organiser en 2010, près de Varsovie, un Congrès mondial du peuple tchéchène, réunissant plusieurs dizaines de représentants du mouvement séparatiste.

En troisième lieu, la région est désormais considérée comme une zone où les violations des droits de l'Homme sont très fréquentes et violentes. Les rapports régulièrement publiés par les défenseurs des droits de l'Homme sont débattus dans le cadre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et dans d'autres organisations internationales. Il est vrai que les autorités russes sont habituées à ces critiques et n'y réagissent quasiment plus.

En quatrième lieu, la situation au Caucase du Nord a eu, dans les années 1990, des effets négatifs sur les relations de la Russie avec le monde musulman. La guerre en Tchétchénie et l'écrasement de l'opposition musulmane étaient vues comme une lutte contre l'islam, comme le prolongement, par des moyens encore plus durs, de la ligne athéiste de l'époque soviétique. La guerre de Tchétchénie a été perçue par la communauté musulmane comme un héritage de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et un « conflit de civilisation ».

Le pouvoir russe sous-estime la portée de la guerre d'Afghanistan pour les musulmans, tout comme il sous-estime leurs réactions à la répression frappant l'opposition islamique au Caucase du Nord<sup>26</sup>. Et même si les gouvernements de nombreux pays musulmans, y compris l'Iran, continuent par habitude à voir dans la Russie un allié potentiel face à une mondialisation occidentalisée et ont donc réagi de façon assez modérée à la guerre de Tchétchénie, le conflit au Caucase a indéniablement détérioré les relations de Moscou avec le monde musulman.

En cinquième lieu, la tension dans la région rend vulnérables les frontières caucasiennes de la Russie. Il est établi que, pendant les guerres de Tchétchénie, les gorges de Pankissi, situées en Géorgie, ont servi aux *boeviki* à la fois pour y conduire des opérations militaires et en tant que base arrière. De même, les *boeviki* ont organisé plusieurs raids à partir du territoire géorgien, le plus célèbre étant celui conduit par Rouslan Guélaev en 2003. Deux ans plus tôt, en 2001, ses hommes avaient soutenu Tbilissi lors d'affrontements contre des unités abkhazes dans les gorges de Kodori<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> Citons le Marocain Omar Nasiri, auteur du livre de Mémoires *Au cœur du djihad : Mémoires d'un espion infiltré dans les filières d'Al-Qaïda*, qui y relate les sentiments qu'il a éprouvés lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS : « Je savais beaucoup de choses sur ce sujet. Comme tous les jeunes gens du Maroc, et même de la totalité du monde musulman, je suivais avec attention l'entrée de l'Armée rouge en Afghanistan. Et comme tout le monde, je détestais les Russes ». Plus loin, l'auteur parle de sa sympathie envers les Tchétchènes rencontrés dans les camps afghans dans les années 2000. O. Nasiri, *Inside Jihad. My Life with Al Qaeda. A Spy's Story*, Introduction of Gordon Corera. New York, Basic Books, 2006. p. 22.

<sup>27</sup> Cependant, on ne peut pas dire aujourd'hui que la Géorgie continue de contribuer à la réalisation d'attentats terroristes au Caucase du Nord, ce dont certains politiciens

Enfin, les autorités russes prennent prétexte de la tension au Caucase du Nord pour coopérer avec les États-Unis et l'Europe occidentale dans la lutte commune contre l'extrémisme et le terrorisme. Cette coopération prend diverses formes et s'explique avant tout par les liens (pas toujours forts) qui existent entre les extrémistes locaux et les organisations terroristes internationales. Des ressortissants du Caucase du Nord sont aussi actifs en Afghanistan, où ils sont versés dans les groupes de « talibans étrangers », et en Asie centrale (au Tadjikistan), où ils ont participé en 2010 à des attaques visant des sous-sections locales des structures de force. Certains d'entre eux se sont probablement infiltrés en Europe.

---

moscovites accusent régulièrement Tbilissi. Ainsi, le chef du FSB, Alexandre Bortnikov, a déclaré en 2008 que, selon les données dont il disposait, les services secrets géorgiens préparaient une série d'attentats en Russie. *Komsomolskaâ Pravda v Ukraine*, 20 août 2008. <<http://kp.ua/daily/200808/52118/print/>>.



## Conclusion

---

L'influence du Caucase du Nord continuera encore longtemps à faire ses effets en Russie. Le degré de cette influence dépendra à la fois de l'évolution de la région et de l'état global du pays. Une aggravation de la situation dans la région, l'activité des terroristes et la non-résolution des problèmes sociaux accroîtraient l'influence négative du Caucase sur la Russie. La création en 2010 d'un nouveau District fédéral du Nord-Caucase n'a pas apporté les résultats escomptés. Il est peu probable que Moscou puisse radicalement inverser la tendance en 2011. Les habitants du Caucase eux-mêmes se montrent pessimistes. Au Daghestan, « l'opinion publique s'attend à la guerre après les Jeux olympiques de 2014 »<sup>28</sup>. Pourquoi parle-t-on ici de l'« après-Jeux olympiques » ? Sans doute parce qu'au Daghestan, on estime que, après les Jeux, Moscou s'inquiétera moins de la montée du mécontentement social et de la hausse de l'insécurité dans la région.

Le risque terroriste au-delà des frontières du Caucase, notamment à Moscou, n'a pas disparu. Il faut probablement s'attendre à l'augmentation du nombre de migrants en provenance de cette région. Le représentant du président dans le SKFO, Alexandre Khloponine, de même que d'autres hommes politiques russes, attirent déjà l'attention sur ce phénomène. La mise à l'écart de la région vis-à-vis de la modernité et son islamisation risquent de se poursuivre, avec pour conséquence un éloignement informel à l'égard de la Russie. À ce sujet, le Caucase du Nord est de plus en plus souvent qualifié d'« étranger intérieur »<sup>29</sup>. Le pouvoir et la société russes développent progressivement une forme d'immunité à l'égard de la crise systémique au Caucase du Nord. La situation dans le sud de la Russie n'est pas perçue comme catastrophique. Elle est considérée presque naturelle et même inévitable. Le Caucase du Nord souffre de maux sociaux et politiques propres à toute la Russie, et il faudra agir à l'échelle de tout le pays pour les guérir.

---

<sup>28</sup> V. Muhin, M. Fatullaev. « Dagestanskij terrorističeskij poligon » [Daghestan, centre d'entraînement des terroristes], *Nezavisimaâ Gazeta*, 6 juin 2010, <[www.ng.ru/regions/2010-09-06/1\\_dagi.html](http://www.ng.ru/regions/2010-09-06/1_dagi.html)>.

<sup>29</sup> U. Halbach, *Russia's Internal Abroad The North Caucasus as an Emergency Zone at the Edge of Europe*, Berlin, SWP Research Paper 2010/RP 5 novembre 2010, 34 p. <[www.swp-berlin.org/en/products/swp-research-paper/swp-research-paper-detail/article/russias-internal-abroad-2.html](http://www.swp-berlin.org/en/products/swp-research-paper/swp-research-paper-detail/article/russias-internal-abroad-2.html)>.